

UNION EUROPEENNE



Comité des Régions

# COMMUNIQUER SUR L'EUROPE DANS LES REGIONS ET LES VILLES



**Mise en œuvre du Plan D "Décentralisation"  
Premier rapport d'étape**

(octobre 2005 / octobre 2006)



## PREFACE

En cette fin d'année 2006, nous attendons de la deuxième phase de la période de réflexion, décidée par les Chefs d'Etats et de Gouvernements en juin dernier, un nouvel élan pour restaurer le dialogue avec les citoyens sur leur avenir commun.

De nombreuses actions ont été conduites dans nos villes et régions depuis dix-huit mois et ce rapport, qui présente les résultats d'un premier recensement non exhaustif, témoigne de la très grande vivacité et variété des initiatives décentralisées.

En ajoutant un quatrième "D" comme décentralisation au Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat proposé par la Commission européenne, le Comité des Régions a voulu démontrer la pertinence du débat politique et public de proximité ainsi que la nécessité de promouvoir une politique de communication décentralisée sur tout le territoire européen.

En effet, grâce au soutien du Comité des Régions, de l'ensemble de ses membres et de nombreuses collectivités territoriales, un grand nombre de manifestations, à Bruxelles, mais surtout dans nos villes et nos régions ont créé un nouvel espace de dialogue et de débat contradictoire relayé par la presse locale et régionale.

Je m'en félicite et invite les élus locaux et régionaux à persévérer dans cette voie et à multiplier au cours de l'année 2007 des initiatives similaires et complémentaires, afin que ce rapport d'étape soit le premier d'une longue série de témoignages d'une nouvelle dynamique européenne recentrée sur les préoccupations et attentes de nos concitoyens.

**Michel Delebarre**  
Président du CdR



## Mme Mercedes BRESSO (IT-PSE)

(Présidente de la région Piémont, rapporteur pour l'avis du CdR sur le Plan D et le Livre blanc sur la politique de communication, représentante du CdR au Groupe interinstitutionnel d'information.)

*Je estime que la mauvaise communication entre l'Union européenne et les citoyens révèle un déficit démocratique dans l'UE. Les grandes décisions qui influencent la vie des citoyens européens sont prises dans le cadre de négociations intergouvernementales et interinstitutionnelles complexes dont ils sont dans une large mesure les spectateurs passifs et intermittents. A mon avis, les institutions de l'Union devront en priorité mettre tout en œuvre pour contribuer à résorber ce déficit démocratique et donner ainsi aux citoyens la possibilité de s'exprimer sur l'avenir politique du Projet européen. C'est pourquoi le Comité des régions milite depuis plus d'une décennie pour une nouvelle approche du bas vers le haut qui favorisera la participation des citoyens et leur sentiment d'appartenance à l'Europe. Notre réponse pendant la période critique que vit l'Union européenne est : le Plan D comme Décentralisation».*



## M. António PAIVA (PT-PPE)

(Maire de la municipalité de Tomar, président de la Commission des Affaires constitutionnelles, de la Gouvernance européenne et de l'Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice)

*Je suis convaincu que les membres du Comité des régions, de par leur mandat d'élu local ou régional, doivent jouer le rôle d'ambassadeur de la cause européenne auprès de citoyens dans nos villes et nos régions. Et pourtant il ne suffit pas, pour gagner leur confiance, d'organiser un dialogue et de faire l'inventaire de leurs desiderata. Ces derniers doivent être convaincus que ce sont eux, en définitive, qui décident, par l'intermédiaire de leurs représentants élus, de l'avenir de l'Union: c'est une question de crédibilité pour la démocratie européenne.»*



## Mme Claude du Granrut (FR-PPE)

(Conseillère régionale de Picardie et Présidente du groupe de travail sur la période de réflexion)

*Je crois qu'il est nécessaire de lier une politique de communication renouée et efficace avec la promotion de la citoyenneté active à travers des actions qui valorisent des événements ou décisions de l'Union européenne et mettent en avant des études d'opinion et de nouveaux outils. Ainsi, ce programme de communication s'adresserait à un public le plus large possible, par delà les frontières, dans tous les Etats membres, ce qui rendra l'Union européenne plus tangible pour l'ensemble de ses citoyens.*

*Par ailleurs, si nous voulons communiquer avec les citoyens, il faut travailler en étroite liaison avec leurs élus du terrain ainsi que les médias locaux et régionaux, indispensables pour établir un dialogue direct avec les citoyens et pour les amener à ressentir leur capacité de participation et celle des collectivités territoriales à la gestion de l'Union européenne.”*



## INTRODUCTION

Dès le mois d'octobre 2005, le Comité des régions a décidé d'apporter une contribution active au plan D comme démocratie, dialogue et débat lancé par la Commission européenne en 2005. En ajoutant un quatrième "d", comme décentralisation, le CdR apporte une autre dimension et souligne qu'il est nécessaire d'engager, avec les réseaux locaux et régionaux et avec la presse, un réel dialogue, caractérisé par la proximité avec les citoyens conformément à l'objectif de la Commission européenne d'impliquer tous les partenaires<sup>1</sup>. Son soutien politique s'est concrétisé par l'organisation d'un nombre substantiel de manifestations, dans le but de mettre en valeur les possibilités de rapprocher l'Europe du citoyen. Elles donneront l'occasion de mettre en place diverses plates-formes de communication sur l'Europe, d'attirer l'attention des médias et d'établir des réseaux décentralisés d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques. Le CdR s'emploiera en effet à mobiliser, par le biais des réseaux qui sont les siens, les acteurs régionaux et locaux, afin d'intensifier l'information sur l'Europe.

En complément, des fora de discussion, lancés au niveau régional ou local, se sont développés partout en Europe grâce à la mobilisation des collectivités territoriales et aux réseaux d'information *Europe Direct*.

La contribution opérationnelle du CdR à la période de réflexion est fondée notamment sur un partenariat avec la Commission européenne, et tout particulièrement avec son Secrétariat général ainsi que la Direction générale de la communication. Elle s'inscrit dans la durée, cette première phase ne constituant qu'une première étape d'un processus d'enracinement d'une véritable politique de communication décentralisée sur l'Europe.

1

Cf. 4. Partenariat avec les autres institutions et organes européens COM(2005) 494 final.

## ENSEIGNEMENTS À TIRER DU DÉBAT TERRITORIAL AU NIVEAU RÉGIONAL ET LOCAL:

- ▶ Les thèmes identifiés dans le cadre de ce rapport correspondent aux préoccupations des citoyens, qu'il s'agisse du modèle socio-économique de l'Europe, de ses frontières, de sa sécurité intérieure ou de sa place sur la scène internationale. Leur questionnement peut se résumer ainsi: attente de clarification de l'action de l'Union européenne, attente de justification de l'action de l'Union européenne, attente de solutions aux difficultés concrètes qu'ils rencontrent. Le Plan D "Décentralisation" a pour finalité de rendre l'Europe plus compréhensible pour les citoyens, de mettre en exergue sa valeur ajoutée et de donner une meilleure visibilité à l'Europe des résultats. Il confirme l'importance de bâtir une Europe de la proximité, que le Comité des Régions a toujours défendue.
- ▶ Il ressort de ces manifestations qu'il faut s'attacher davantage à écouter les citoyens, à s'en rapprocher et à instaurer un dialogue avec eux: les débats doivent être vraiment contradictoires, plus directs, réunir les décideurs politiques et les citoyens européens. Au cadre formel de la conférence-débat à vocation pédagogique, trop élitiste, il faut privilégier le dialogue et la confrontation des idées et des opinions. La communication sur l'Europe doit être plus simple, accessible et adaptée en fonction des publics ciblés.
- ▶ Les citoyens doivent sentir qu'ils sont parties prenantes et acteurs d'un projet commun et non qu'ils en sont exclus. Il est essentiel qu'ils soient impliqués dans le Projet européen.
- ▶ Les actions sporadiques de communication doivent laisser la place à une démarche permanente de dialogue et de débat avec les citoyens via l'activation des réseaux décentralisés du CdR.
- ▶ Seule une approche décentralisée du débat tenant compte des préoccupations concrètes des citoyens permettra de les mobiliser et d'instaurer un contact direct avec eux. La visibilité de l'Europe au niveau local (impact de la politique régionale) devrait créer un terrain favorable.
- ▶ Cibler la communication sur un groupe spécifique, par exemple les jeunes, les entreprises ou les personnes âgées, ainsi que les femmes, s'est révélée efficace. Les actions les plus réussies sont celles destinées à un public bien défini. Pour être un succès, l'événement organisé doit donner lieu à la constitution d'un partenariat objectif entre les institutions communautaires et les organisateurs locaux.
- ▶ L'octroi d'un financement de l'UE revêt une importance cruciale pour encourager l'émergence de ces projets.
- ▶ Il importe d'organiser des séminaires, des conférences et des formations afin d'aider les différents groupes visés à comprendre l'Europe et à connaître ses incidences sur leur vie quotidienne. La participation des députés européens et des membres de la Commission européenne aux événements dans le cadre du Plan D à l'échelle locale et régionale est souhaitable.
- ▶ La stratégie doit obéir à une cohérence globale. Un planning anticipé des actions développées par les bureaux de la Commission européenne dans les États membres doit être diffusé à l'avance et une meilleure coordination des activités garantie. Le succès passe également par la mobilisation accrue des membres du CdR.
- ▶ L'éducation, et notamment la période scolaire et universitaire, est primordiale. Les expériences touchant les jeunes Européens démontrent l'intérêt de promouvoir une ouverture sur l'Europe et une véritable éducation civique européenne ainsi que l'importance de poursuivre la sensibilisation tout au long de la vie en adaptant les



*stratégies de communication et les messages aux différentes périodes de la vie active.*

- ▶ *La couverture des différentes actions doit être améliorée, de manière à tirer au mieux les enseignements des débats avec les citoyens via le reporting, une analyse ex post des débats/actions et le mid-term review.*

## **RECOMMANDATIONS POUR CONSOLIDER LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DECENTRALISEE**

*Le CdR préconise:*

- ▶ *la création d'un réseau entre les bureaux de presse des collectivités régionales et locales qui, grâce à une adaptation du message sur l'actualité européenne aux intérêts locaux, rendrait plus facile et plus efficace l'utilisation de l'information sur l'Europe par les médias régionaux et locaux. Le Comité des régions pourrait faciliter cette stratégie de communication, en activant ce réseau via ses membres et en mettant en valeur la dimension territoriale de Ses avis;*
- ▶ *l'organisation dans les différents États membres, en collaboration avec les associations nationales des pouvoirs régionaux et locaux, de séminaires pour les représentants régionaux et municipaux, afin de débattre des thèmes les plus sensibles dans leur contexte national. Les délégations nationales du Comité des régions pourraient inviter les collectivités territoriales et leurs représentants politiques à participer activement à de tels séminaires. La participation des députés européens et des représentants de la Commission européenne est essentielle pour ce type d'événements;*
- ▶ *la tenue au sein des conseils régionaux et municipaux d'une session spéciale consacrée à la période de réflexion. Dans ce cadre, ces conseils seraient invités à présenter des propositions d'action pour l'avenir;*
- ▶ *la tenue des conférences-débats dans le cadre de Plan D en marge des réunions extérieures des commissions au CdR afin de nouer un dialogue thématique ciblé entre les membres du CdR et les citoyens;*
- ▶ *la publication des conclusions les plus pertinentes des Actes des Open Days;*
- ▶ *la publication d'un texte-type sur la Plan D "Décentralisation" sur les sites de différentes municipalités et régions européennes, ciblant les priorités de la communication sur l'Europe; la mise en valeur des liens au site du CdR "going local" ainsi que celui de la Commission européenne.*



# RÉALISATIONS CONCRÈTES:



## ACTIONS RÉALISÉES PAR LE COMITÉ DES RÉGIONS

**Session plénière du CdR des 16 et 17 novembre 2005 à Bruxelles:** débat avec la vice-présidente de la Commission européenne, responsable des Affaires institutionnelles et de la stratégie de communication, Mme Margot WALLSTRÖM.

**Groupe interinstitutionnel de communication (GII):** participation des représentants du CdR aux réunions du GII des 17 janvier, 17 juillet et 24 octobre 2006 à Strasbourg.

**Conférence d'information sur le plan D,** qui le 25 janvier 2006, à Bruxelles a réuni plus de 400 représentants des administrations des collectivités régionales et locales, des Parlements régionaux ainsi que des associations européennes et nationales de collectivités régionales et locales, notamment les responsables de l'organisation des campagnes sur l'Europe.

**Mise en place d'un groupe de travail au sein de la commission des affaires constitutionnelles, de la gouvernance européenne, de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, chargé de suivre la période de réflexion:** le mandat de ce groupe de travail consiste entre autres à assurer le suivi des actions politiques et communicationnelles décentralisées.

**Questionnaire "Communiquer l'Europe - Investir l'échelon local":** une enquête a été lancée en décembre 2005 concernant l'implication des collectivités locales et régionales dans l'initiative "Communiquer l'Europe". Il en ressort que les régions et les villes de l'Union européenne sont actives, créatives et enthousiastes à communiquer

sur l'Europe. L'analyse met cependant en exergue le souhait de villes et de régions de renforcer le partenariat avec les institutions communautaires: les villes et les régions souhaitent que ces dernières participent plus étroitement aux événements qu'elles organisent en encourageant le déplacement des commissaires et des fonctionnaires européens et en cofinçant leurs événements.

**Site Internet du Comité des régions:** le Comité a créé le site "Debate Europe: Going Local" ("Débattre sur l'Europe: investir l'échelon local"), consacré au plan D. Un calendrier des activités par État membre est mis en ligne.

**Les plans d'actions décentralisées du CdR:** un correspondant du secrétariat général du CdR - Team Leader -, en charge d'assurer l'animation et la coordination de ces plans d'actions a été nommé pour chacun des États membres qui ont reçu des moyens humains et financiers supplémentaires de la part de la DG communication de la Commission européenne (Barcelone, Berlin, Bonn, Budapest, Copenhague, Dublin, Lisbonne, Ljubljana, Londres, Madrid, Milan, Munich, Paris et Rome). Ces Team Leaders assurent la liaison avec les bureaux de représentation de la Commission européenne et les délégations nationales de membres du Comité des régions.

**Le dialogue structuré avec les associations représentatives des pouvoirs régionaux et locaux sur le plan D et la politique de communication décentralisée:** cette session a été organisée à Bruxelles le 15 juin 2006 avec la participation de la vice-présidente de la Commission européenne, Mme Margot WALLSTRÖM.

**Forum avec la presse des collectivités territoriales et dialogue politique avec Mme WALLSTRÖM, lors de la session plénière du 13 au 15 juin:** à l'occasion de l'adoption de son avis sur la communication de la Commission sur la contribution de la Commission à la période de réflexion et au-delà: le plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat (COM(2005) 494 final) et le livre blanc sur la politique européenne de communication" (COM(2006) 35 final), un débat approfondi a été engagé entre les membres



du CdR et la vice-présidente de la Commission européenne.

**Organisation d'un forum** en association avec la Direction générale de la communication de la Commission européenne visant à présenter les initiatives programmées par le CdR à partir de Bruxelles auprès des réseaux de collectivités territoriales et des médias. Ce forum a permis un dialogue avec deux catégories d'éditeurs, à savoir les éditions des collectivités territoriales (régions, villes et autres collectivités) et celles des associations nationales et européennes de pouvoirs régionaux et locaux.

**Exposition en marge de la session plénière du CdR:** huit régions et villes ont présenté dans cette exposition le meilleur de leurs idées concernant la communication en direction des citoyens et des exemples de meilleures pratiques.

**Contribution du CdR au Printemps de l'Europe:** à l'initiative de la Direction générale de la communication de la Commission européenne, les établissements scolaires ont été invités à organiser, du 21 mars au 9 mai 2006, des journées européennes d'échanges, de débats et de rencontres

avec des personnalités locales, régionales, nationales ou internationales. Des membres du CdR ont pu participer à cette initiative qui sera une priorité pour l'UE en 2007. Le Président du CdR Michel Delebarre a également participé à un "chat" avec les jeunes dans ce cadre.

L'organisation pour la troisième année consécutive, en collaboration avec la DG Regio de la Commission européenne et Europe Direct, des **journées portes ouvertes (Open Days)** sur le thème "**Investir dans les régions et les villes d'Europe**" les 9-12 octobre. Cette manifestation a fédéré plus de cent régions et villes et a rassemblé quelque 2.500 participants, en provenance de tous les territoires de l'Union. En 2006, cette plateforme de communication unique fut décentralisée dans les régions et villes partenaires de l'événement, invitées à organiser des initiatives de communication sur le terrain. Les réseaux d'information Europe Direct avaient été informés de la possibilité de s'associer localement aux partenaires des portes ouvertes, de manière à relayer en commun l'information communautaire.

L'organisation **par la Commission CONST au CdR**, en association avec la Municipalité de Vilnius et l'Association des Autorités Locales en Lituanie, d'une conférence-débat sur la décentralisation et l'euro: les enjeux pour les villes et les régions lituaniennes au sein de l'UE et les attentes des citoyens; à Vilnius le 18 octobre 2006. Cette conférence-débat avait pour but de lancer une discussion ouverte entre les représentants des institutions locales, régionales, nationales et européennes et les citoyens lituaniens, et notamment les représentants de la société civile (étudiants, journalistes et ONG, associations professionnelles et autres).

## **ACTIONS INITIÉES PAR LES GROUPES POLITIQUES AU CDR**

La nouvelle ligne budgétaire allouée au Comité des régions pour les activités politiques et informatives de ses membres offre à ses quatre groupes

politiques de nouvelles possibilités pour contribuer à la seconde phase de la période de réflexion.

Les 19 et 20 septembre 2006, **le groupe PPE** a organisé une université d'été sur le thème "Les médias locaux à la rencontre de l'Europe – L'Europe à la rencontre des médias locaux". Les journalistes et attachés de presse locaux et régionaux de toute l'Europe ont été conviés à y participer à des débats sur les grandes thématiques et politiques communautaires qui ont une incidence pour les communes et les régions. Cette initiative, qui sera renouvelée en 2007, a démontré que les médias locaux contribuent à rendre l'action de l'Union européenne plus compréhensible et plus ouverte aux attentes des citoyens et qu'il appartient au CdR de leur faire savoir que ce dernier se préoccupe de leurs problèmes concrets et quotidiens.

**Le groupe PSE** du CdR, pour sa part, utilisera cette ligne budgétaire pour soutenir deux projets concrets. Le premier projet consistant à inviter les responsables de la presse au niveau des partis sociaux démocrates européens à une session d'information sur le rôle et le fonctionnement du Comité des régions. Le second projet prendra la forme d'un séminaire qui se tiendra en marge du congrès du PSE à Porto, au mois de décembre 2006. Ce séminaire sera l'occasion de se pencher sur la représentativité des intérêts des femmes au sein des collectivités régionales et locales. Ces actions impliquant différents membres du Comité ont pour objectif d'accroître la visibilité de ce dernier et d'apporter une valeur ajoutée en termes de partage de bonnes pratiques et de communication.

Le 8 septembre 2006, **le groupe UEN-AE** a organisé un séminaire à Tallinn intitulé "Communiquer l'Europe". Cette manifestation a rassemblé des membres du Parlement européen, du gouvernement estonien ainsi que des représentants des collectivités locales et régionales de toute l'Europe; leurs discussions ont porté sur la stratégie de communication de l'UE et sur l'ouverture d'un dialogue permanent à double sens.

Dans le cadre de l'Année européenne de la mobilité des travailleurs, **le groupe ALDE** organisera le 18 décembre 2006 à Bruxelles un séminaire qui aura pour mission d'insister autant sur la partie "Écoute" que sur la partie "Communication" du plan D.

Cette manifestation aura pour objet de donner la parole aux experts en matière de mobilité des citoyens basés dans les différentes régions. Elle leur donnera l'occasion d'informer les décideurs communautaires de la différence entre la théorie et la réalité de la mobilité telle qu'elle est perçue dans leur région. Ce séminaire permettra également aux experts de se familiariser avec les dernières idées en vogue au sein des institutions en ce qui concerne la mobilité.

## LES INITIATIVES DES RÉGIONS ET DES VILLES EUROPÉENNES

Les différents espaces de discussion proposés par le CdR, ainsi que les réponses à son questionnaire mettent en évidence tout un éventail d'actions lancées à l'initiative des collectivités territoriales de l'Union européenne et dont les déclinaisons les plus communes sont les conférences, ateliers de travail et séminaires destinés principalement aux fonctionnaires des administrations locales. D'autres manifestations ont pris la forme de programmes de radio, de forums de discussion sur Internet, de lettres d'information d'associations, d'un jeu de société sur l'Europe, d'une pièce de théâtre qui présente l'Union européenne aux enfants, de journées de débat parlementaire sur les affaires européennes et de cours intégrés dans les programmes régionaux d'enseignement. L'une des manifestations souvent citée est la Journée de l'Europe, dont les activités s'étendent parfois sur toute une semaine, avec l'organisation de débats, la présentation de stands d'information, etc.

Parmi les bonnes pratiques ainsi recensées, on peut relever les manifestations suivantes, classées par thème et par type d'événement:

### Débat avec les jeunes

**Parlement du land de Rhénanie du nord - Westphalie (Allemagne):** organisation au sein du Parlement, avec retransmission radiophonique, de la manifestation "Tonalité Europe – Parler

d'Europe, l'Europe a besoin de plus! – Enfants, emplois, immigration”, destinée au débat sur les questions européennes, principalement avec les jeunes.

**La Ville de Brême:** lancement du projet “*Jugend macht Europa*”. Organisation en mai 2006 d'une Grande Fête des Jeunes à l'Hôtel de Ville de Brême avec des stands d'information sur tous les Etats membres de l'Union et sur toutes les opportunités offertes aux jeunes scolaires et étudiants. Présentation de toutes les actions menées par la Ville de Brême avec l'aide des Fonds européens. Expositions sur l'Histoire de Brême, représentations théâtrales et Forum de discussion avec les jeunes sans oublier l'ouverture d'un “Café Italien”.

**Bureau de liaison Bruxelles-Europe - BLBE (Belgique):** organisation d'une “Convention européenne des jeunes bruxellois”, dont l'objectif est de rédiger une Constitution pour l'Europe.

**Ministères flamands de l'enseignement et des relations extérieures (Belgique):** conception conjointe d'une boîte à outils pédagogiques sur le thème de la Constitution de l'UE, grâce à laquelle les enseignants peuvent fournir des informations factuelles à leurs élèves.

**Commune de Dobrich (Bulgarie):** organisation dans les écoles maternelles et les écoles de plusieurs sortes d'activités et de manifestations consacrées à l'UE impliquant des enfants et des élèves, notamment des concours de dessin et des expositions intitulés “Les enfants de Dobrich dans l'Europe”, “Fêtes de couleurs des enfants”; des concerts consacrés à la culture des peuples et des pays européens, organisés à l'occasion de “la journée de l'Europe à Dobrich”; des débats portant sur l'UE; des repas de Noël et des conférences ayant pour thème l'Europe et l'UE - “Le sourire d'un enfant est le même dans toutes les langues”, “Tous différents – tous égaux”.

**Parlement basque (Espagne):** en coopération avec l'UNICEF, organisation annuelle d'une “Session plénière pour les enfants”, qui débat de grands thèmes comme les valeurs de l'Europe et son identité. Précédée d'une préparation minutieuse dans les écoles participantes et de travaux dans des

“commissions d'enfants” spécialement créées à cet effet, la séance se conclut par une déclaration finale.

Le Rectorat de l'Académie de **Picardie (France)** profite de la nouvelle mesure décidée par le Ministère de l'Education qui a introduit “**l'ouverture sur l'Europe**” dans le socle de connaissances que les élèves doivent acquérir pendant leur scolarité pour prolonger ce nouvel enseignement par des actions de découverte de l'Europe: jumelages entre établissements scolaires, compétitions sportives, stages dans les Etats-membres de l'Union, débats, concours sur l'Europe, utilisation des nouvelles techniques pour un apprentissage concret et pratique des langues européennes et en premier lieu, l'anglais, création d'une classe européenne dans tous les collèges et dans tous les lycées.

**Conseil régional des Pays de la Loire (France):** des “animateurs Europe” représentant la région vont présenter les questions européennes et engager le débat sur l'Europe dans les écoles, les associations, etc.

**Région des Abruzzes (Italie):** participation du Conseil régional au Plan D avec une série d'actions adressées aux jeunes, aux femmes et aux immigrés et visant à promouvoir la connaissance des institutions communautaires et la réflexion sur la valeur ajoutée de l'Europe (visites du Conseil régional par les écoliers, création d'un parlement régional des étudiants, conférence à l'occasion de la Fête de l'Europe, le 9 mai 2006, etc.).

**Région de Toscane (Italie):** création d'un parlement de l'Europe à destination des jeunes.

**L'AICCRE** (association italienne du Conseil des Communes et des Régions d'Europe), en collaboration avec la **Région Lombardie (Italie)**, a créé en 2006 un prix destiné à récompenser les meilleures dissertations universitaires en matière de constitutionnalisation et unification de l'Europe, avec une attention particulière à la contribution des collectivités régionales et locales.

**Province du Brabant septentrional (Pays-Bas):** organisation d'une manifestation intitulée “le Parlement de la jeunesse européenne” à laquelle participent des élèves d'établissements d'études

secondaires néerlandais et belges et qui a pour objectif de simuler le processus décisionnel de l'UE.

**Le conseil municipal de la ville de Tomar (Portugal)** et le *Club européen* du lycée Jácome Raton ont organisé un débat principalement destiné aux élèves et aux enseignants dans le cadre des *Mille débats sur la Constitution européenne*.

**Le conseil municipal de la ville de Tomar (Portugal)** et le *Club européen* ont organisé, en mai 2005, un débat sur l'avenir de l'Europe dans l'auditorium de la bibliothèque municipale. Deux membres du Parlement européen y ont participé, à savoir Ana GOMES (PSE) et Carlos COELHO (PPE). Ce débat s'adressait essentiellement aux élèves et aux enseignants; son principal objectif était d'attirer l'attention des jeunes sur des problèmes européens et sur la nécessité d'un "Esprit européen".

## L'avenir de l'Europe – débat public et initiatives citoyennes:

**Parlement du land de Rhénanie du nord – Westphalie (Allemagne):** "Votre mot à dire sur l'Europe et autres rassemblements citoyens": débats tenus dans plusieurs villes, avec la participation de députés du Parlement européen, de représentants de la Commission européenne, de ministres fédéraux, de bourgmestres et du grand public. Les manifestations sont organisées en cofinancement avec le Parlement européen et la Commission européenne.

**Gouvernement du land de Salzbourg (Autriche):** débat politique en marge de la conférence "Mélodie de l'Europe" organisée par le land de Salzbourg en janvier 2006, en présence des présidents du Parlement européen et de la Commission européenne ainsi que du chef du gouvernement de ce land.

**Le "Patronat Catala Pro Europa" (Espagne)** a organisé une série de conférences réunissant des intervenants de haut niveau issus des sphères économiques, politiques, sociales et universitaires afin de célébrer le vingtième anniversaire de l'adhésion de l'Espagne à l'UE. Selon le mot



d'ordre "Opina!" ("Exprimez votre opinion!"), le Patronat a élaboré un bref questionnaire destiné à permettre aux citoyens d'exprimer leur point de vue sur l'UE. Les résultats seront publiés sous l'égide du programme *Europe direct* et du plan D de communication.

**Ville de Dunkerque (France)**, en partenariat avec le bureau de la représentation permanente de la Commission européenne à Paris, organisera une conférence en décembre 2006 sur le thème "Construire l'Europe ici!", comprenant un débat grand public et des ateliers techniques.

**Province de Hollande méridionale (Pays-Bas):** tenue d'un "débat européen" (dans le cadre des journées européennes d'information de 2005) sous la forme d'une discussion à laquelle ont pris part des partisans et des détracteurs de la Constitution européenne (cette manifestation s'adressait tant aux responsables qu'aux citoyens).

**Province du Brabant septentrional (Pays-Bas):** il a été prévu d'organiser plusieurs débats publics sur le thème de l'UE en coopération avec la représentation de la Commission européenne aux Pays-Bas.



## Campagnes de sensibilisation sur l'Europe – promotion de l'Europe:

**Communauté de Valence (Espagne):** organisation de campagnes de sensibilisation sur l'Europe, formations pour les fonctionnaires, bourses d'études, utilisation d'Internet pour débattre de l'Europe avec les communes.

**Gouvernement basque (Espagne):** organisation de journées européennes qui se sont tenues les 11 et 12 avril 2006 au musée Guggenheim de Bilbao sur le thème de "L'Europe au vingt et unième siècle: valeurs, frontières et citoyenneté européenne. Une contribution du Pays basque au plan D".

**Région Bretagne (France):** Le Conseil régional a institué en 2005 la "Conférence des affaires européennes de Bretagne", pour une meilleure participation des Bretonnes et des Bretons à la construction de l'Union européenne. Ses objectifs sont notamment de mieux suivre et faire connaître l'actualité européenne en Bretagne, d'inviter les Bretons à prendre part aux positions de leur région sur les questions européennes (par exemple, l'élaboration en cours de la position de la Bretagne sur le plan D) ainsi qu'à construire leur avenir en partenariat avec l'Union européenne et l'État.

**Ville de Dunkerque (France)** a lancé une opération de communication: «L'Union européenne au quotidien: quelques illustrations dans l'agglomération dunkerquoise» afin de sensibiliser les habitants au rôle essentiel de l'Europe pour le développement de leur agglomération. De nombreux panneaux d'information ont été implantés sur l'ensemble du territoire de la Communauté urbaine. Sur chacun d'entre eux, étaient mentionnées les grandes dates de l'histoire européenne, ainsi que la contribution financière communautaire à l'aménagement et à l'équipement local.

**Conférences "Parlons d'Europe" (Hongrie):** organisées par Europe Direct, la société civile et des librairies, ces manifestations ont porté sur des thématiques d'intérêt local et ont été suivies de débats. Il a été demandé aux participants de remplir un questionnaire qui les interrogeait sur leur manière de voir l'avenir de l'Europe et le plan D. Le public visé est l'ensemble de la population locale, ainsi que des groupes cibles comme les personnes âgées ou les retraités. Les participants reçoivent également une documentation en hongrois sur l'Union européenne, émanant d'une part, de la Commission européenne et d'autre part d'Europe Direct. Quelque 30 à 60 personnes assistent à chaque conférence.

**Province de Reggio-d'Émilie (Italie):** dans le cadre de la "Fête de l'Europe 2006", conférence-débat sur le thème "Europe: innovation, culture et territoires" (9 mai 2006), avec la participation de membres du Comité des régions, des autorités politiques de la province et des chefs d'entreprise locaux.

**Conseil municipal de la ville de Ventspils (Lettonie):** lancement d'un portail internet <http://integracija.ventspils.lv/default.asp?Lang=LV> afin de promouvoir l'intégration et de sensibiliser les citoyens qui ne parlent pas letton, les résidents qui n'ont pas la citoyenneté lettone et les minorités ethniques aux problèmes liés à l'adhésion de la Lettonie à l'UE; il s'agit aussi d'encourager la participation politique et sociale des habitants, l'accès à l'information, à la culture et à l'éducation et de faciliter l'intégration de cette catégorie de la population.

**Province de Hollande méridionale (Pays-Bas):** dans le cadre des journées européennes d'information 2006, tenue d'une série de quatre conférences proposant un "tour d'Europe" de questions telles que: les Fonds européens, la législation européenne, l'aménagement du territoire et les travaux de sous-traitance. Des déjeuners de travail mensuels abordent également des thèmes liés à l'Europe grâce à des échanges, des débats et des présentations.

**Région de "Västra Götaland" (Suède):** lancement d'une série de conférences destinées aux personnes du troisième âge afin d'encourager les contacts et les expériences d'envergure internationale; dans les écoles, organisation de l'initiative "découvrir l'Europe" ayant pour objectif d'informer sur les possibilités de travail, d'études ainsi que de volontariat en Europe; organisation d'un jeu de rôle sur ce thème (dans le cadre de la semaine de l'Europe 2006).

## Campagnes de sensibilisation visant les élus locaux et régionaux

**La Picardie (France)** a lancé un programme de communication adressé aux élus locaux des départements de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme dont l'objectif est de présenter la situation de l'Union européenne: rappel précis de ses compétences, enjeux actuels et futurs de l'élargissement, évolution de ses responsabilités au plan mondial, son budget et les fonds structurels 2007-2013; le fonctionnement de ses institutions; la réalité de la citoyenneté

européenne et le rôle des collectivités de proximité; l'inscription de la thématique européenne au moins une fois par an à l'ordre du jour des assemblées municipales. Pour faciliter la discussion, des documents sont mis à la disposition des responsables de ces assemblées.

## L'information sur l'Europe et les Médias

**Généralité de Catalogne (Espagne):** en novembre 2005, l'organisation "Patronat Catala Pro Europa" a créé le "Réseau des Euro-info-points", dans le but de garantir que tous les fournisseurs d'informations et de documentation intègrent l'Union européenne dans leurs programmes d'activités courantes, de contribuer à éviter que les citoyens ne doivent se rendre dans les grandes villes pour obtenir de l'information sur l'Union européenne et d'assurer que les données et documents produits par les institutions soient plus faciles à obtenir et à comprendre, en particulier par le profane. Le réseau rassemble actuellement 350 Euro-info-points.

**Le gouvernement de la Principauté des Asturies (Espagne):** lancement d'une campagne d'information et de sensibilisation sur l'Union européenne intitulée "20 ans des Asturies en Europe" adressée à tous les habitants de la région, avec certaines actions ciblées sur un public concret, tel que les jeunes. Parmi ces activités figurent des conférences-débats (l'Espagne dans l'UE: l'histoire de 20 ans de l'adhésion; l'Europe à portée de la main; 2006: l'année européenne de la mobilité des travailleurs), des publications, des points d'information sur l'UE dans la rue, des pièces de théâtre, etc.

**Région du Piémont (Italie):** création au sein de la représentation régionale à Bruxelles d'une cellule de presse destinée à relayer l'information européenne sur le site Internet de la région.

**Province de Turin (Italie):** projet "Union européenne et médias: pour une dimension européenne de l'information", proposé par le Centre Europe Direct et adressé aux médias locaux, le but étant d'assurer un suivi de la communication sur l'Europe et de renforcer les

instruments d'information. Le projet vise à sensibiliser ces médias aux questions européennes et à créer les bases pour une participation active du citoyen.

**Province du Brabant septentrional (Pays-Bas):** publication, dans les journaux régionaux, de pages publicitaires retraçant le passé et évoquant l'avenir des Fonds européens consacrés au développement régional.

**Comté de Calarasi (Roumanie):** campagne d'information intitulée "La caravane de l'intégration européenne", ayant pour objectif de renforcer le niveau d'information, de compréhension et de participation des citoyens concernant l'adhésion de la Roumanie à l'UE. Une caravane s'est rendue dans les villes, les mairies et les écoles, avec une équipe de spécialistes.

## Expositions, manifestations culturelles

**Région de Lombardie (Italie):** publication d'un appel d'offre portant sur l'élaboration de projets culturels pour la promotion de l'intégration européenne en 2006.

**Rotterdam (Pays-Bas):** organisation d'une exposition intitulée "L'image de l'Europe", évoquant l'histoire de l'Europe et de l'UE.

**Province de Hollande méridionale (Pays-Bas):** deux expositions intitulées "La Hollande méridionale en Europe et l'Europe en Hollande méridionale" et "L'image de l'Europe", organisées dans le cadre des journées européennes d'information 2005.

**Comté du Lancashire (Royaume-Uni):** exposition artistique sur le thème de l'élargissement, de la libre circulation des personnes, de la tolérance et de la compréhension envers les nouveaux voisins de l'UE.

Dans le cadre de la semaine de l'Europe 2006, la région de "Västra Götaland" (Suède) a organisé, dans les bars environnants, diverses réunions

"après le travail", intitulées "Parlons de l'Europe"; ces rencontres ont été filmées par "Europe by Satellite".

## Gouvernance – rôle des autorités locales et régionales

**Bureau international des pouvoirs locaux - LGIB (Royaume-Uni):** séminaires organisés avec les élus locaux pour expliquer l'impact des législations communautaires sur les collectivités régionales et locales.

## Politique sociale et de cohésion

**La région de "Västra Götaland" (Suède)** instaure – pour la nouvelle période de programmation du Fonds social européen et des Fonds structurels et de cohésion – un processus global de préparation et de mise en œuvre et ce, en étroite coopération avec les représentants des autorités locales et les intervenants du dialogue social.

## Environnement

**La ville de Tallinn (Estonie):** a lancé une initiative en faveur du développement durable intitulée "La capitale verte de l'Europe". Un mémorandum rédigé à cette occasion a été signé par plus de soixante villes européennes et présenté au Président de la Commission européenne, M. BARROSO. Dorénavant, la ville de Tallinn sera chargée de coordonner le groupe consultatif des villes.

## Frontières de l'Europe

Le 24 mai 2006, le club slovène "Evropa plus" et Europe Direct ont organisé conjointement à **Sečovlje (Slovénie)**, une conférence publique intitulée "Slovénie-Croatie, nouvelle frontière de l'UE" et consacrée aux conséquences qui découleront de l'intégration du pays, en octobre

2007, dans l'espace Schengen. Les participants, parmi lesquels figuraient des ambassadeurs, des représentants du gouvernement slovène, des délégués locaux et des fonctionnaires de l'UE, ont débattu des problèmes que pourraient rencontrer les populations de Slovénie vivant à proximité de la Croatie une fois que la limite entre les deux pays sera devenue une frontière extérieure communautaire.

## COOPÉRATION TRANSRÉGIONALE

**Eurorégion Rhin-Waal (Allemagne et Pays-Bas):** activités variées, par exemple un site Internet commun avec des "Nouvelles d'Europe", des communiqués de presse et des publications ou des informations d'Europe Direct.

Plusieurs associations comme l'ASAEL en Espagne ou la Fédération des communes autrichiennes publient des **lettres d'information**

de grande qualité, à destination de tous les responsables locaux des collectivités territoriales qui les composent. Les articles de ces publications abordent souvent des questions européennes, parfois sous la plume de membres du CdR.

**La Région Rhône-Alpes (France)** s'est engagée au cœur de l'action européenne, en développant des actions de coopération avec d'autres régions afin de mieux valoriser les atouts de Rhône-Alpes. La région a édité une brochure d'information "l'Europe au cœur" dans laquelle elle présente son engagement européen, au travers d'exemples d'actions de coopération avec d'autres régions, et notamment dans les domaines des transports, de la recherche, de l'aménagement du territoire, des échanges universitaires, du développement économique, de l'agriculture et de l'environnement.

**Région autonome du Frioul – Vénétie julienne:** coopération transfrontalière avec l'Autriche, la Slovénie et la Croatie sur la question de la Constitution européenne et de l'implication des femmes dans l'Union européenne.

Produit par:

Comité des Régions

Commission des affaires constitutionnelles, de la gouvernance européenne et de l'espace de liberté, de sécurité et de justice – *Groupe de travail sur la période de réflexion*

[http://www.cor.europa.eu/fr/activities/d\\_plan.htm](http://www.cor.europa.eu/fr/activities/d_plan.htm)

Pour des plus amples informations:

[const@cor.europa.eu](mailto:const@cor.europa.eu)

Tel. +32 2 282 2531

Fax +32 2 282 2326

Bâtiment Jaques Delors

Rue Belliard 99-101

1040 Bruxelles

Internet: <http://www.cor.europa.eu>

UNION EUROPEENNE



## Comité des Régions

Bâtiment Jaques Delors  
Rue Belliard 99-101  
1040 Bruxelles

<http://www.cor.europa.eu>